

BURUNDI

# Paris envoie quinze hommes à Bujumbura

Les militaires français arrivés hier seront chargés de protéger les ministres toujours réfugiés à l'ambassade de France. Ou ils ont déjà leurs habitudes.

Bujumbura, envoyé spécial

Le gouvernement burundais avait demandé une «force d'interposition» à l'ONU et aux «gouvernements amis». Celle-ci s'est transformée en une unité française de quinze militaires débarqués d'un Transal, vendredi, à 17h à l'aéroport de Bujumbura. On ne parle plus de «force d'interposition» mais de «coopération» entre l'armée française et l'armée burundaise. Les «coopérants» qui sont apparus sur le tarmac en treillis, sont chargés, selon les responsables de l'ambassade de France, de former deux compagnies d'élite - environ 400 hommes - dont la mission sera notamment de protéger les membres du gouvernement. L'opération était délicate puisqu'il fallait rassurer le gouvernement élu démocratiquement, sans paraître remettre en cause la légitimité de l'armée.

Après avoir hésité, les autorités françaises et burundaises ont décidé de donner une certaine publicité à cette opération puisque le ministre de la Défense, Charles Ntakije, était présent à l'aéroport pour accueillir les futurs formateurs en compagnie du colonel français Michel Cabrière, responsable de la coopération militaire déjà en poste à Bujumbura. Le tout devant les caméras de la télévision locale. Officiellement, il ne s'agit que d'un renforcement d'un projet de coopération décidé avant même la mort du président Ndadaye. D'ailleurs, quatre instructeurs militaires français se trouvaient déjà au Burundi.

Vendredi, dans l'attente des militaires français, les ministres burundais étaient toujours réfugiés à l'ambassade de France. A cause de la cuisine française comme on le raconte à Bujumbura? Jean-Marie Ngeldayo, ministre de la Communication, sourit et ne répond qu'à moitié: «C'est vrai que la cuisine française est bonne, mais cela ne veut pas dire qu'elle est bonne à l'ambassade.»

En tout cas, c'est là que les ministres passent leur journée. Là qu'ils continuent à se réunir en conseil, qu'ils discutent avec les militaires loyalistes. Là aussi: pour une bonne partie d'entre eux, qu'ils dorment. Parfois avec femmes et enfants. Parfois, ils répondent aussi au téléphone à la place de l'ambassadeur ou des conseillers. Ils passent leur temps dans de longs conciliabules. Reçoivent des journalistes. Font des déclarations à la télévision. S'entretiennent des développements de la situation avec les diplomates français qui, sans leur dire, voudraient bien les voir partir.

En effet, l'exil du gouvernement à l'ambassade de France est chaque jour de plus en plus mal vu de la population. On crie au complot français. On invente mille histoires qui ont fini par faire de l'ambassade une sorte de cabinet secret impérialiste dirigeant le Burundi. Comme si les Français avaient soudain remplacé les anciens colonisateurs belges.

Les militaires loyalistes qui tentent, comme ils le disent, de «recoller les morceaux» entre le gouvernement légal et l'ensemble de l'armée, voient aussi cet exil à l'ambassade d'un fort mauvais œil: «Il faut qu'ils sortent

très vite et reprennent leur travail dans les ministères, sinon ils n'auront plus aucune crédibilité dans le pays. On a remis le pouvoir à ce gouvernement et il ne l'a pas encore repris...»

Les ministres, eux, se défendent: «Nous avons recommencé à travailler, d'ailleurs, dimanche, un certain nombre d'entre nous iront sur le terrain.» Effectivement, le ministre de la Défense doit se rendre à Gitega, dans l'une des régions les plus touchées par les massacres interethniques, pour installer un nouveau gouverneur et «dialoguer» avec la population.

Le Premier ministre, Sylvie Kinigi est la plus active. Les Conseils des ministres matinaux terminés, elle passe ses journées à rencontrer différents représentants des institutions burundaises. Après avoir passé un après-midi avec les responsables militaires et les gouverneurs encore en poste en début de semaine pour faire le point région par région, elle doit se rendre à l'état-major des armées pour dialoguer avec les officiers, elle est aidée dans cette tâche par certains responsables militaires non putchistes qui avaient déjà

fait ce travail auprès du défunt président Ndadaye.

Son souci de dialogue avec l'état-major des armées ne fait pas toujours l'unanimité au sein du gouvernement où quelques ministres, qu'elle qualifie de «durs», lui reprochent de trop faire confiance à ceux qui se déclarent aujourd'hui loyalistes.

Ce sont les mêmes qui hésitent à sortir de l'ambassade et à rejoindre leur poste. D'ailleurs, si le gouvernement quitte l'ambassade, il est prévu qu'il reste, dans un premier temps, groupé dans un endroit encore tenu secret. Comme par hasard, c'est dans cet endroit que seront logés les instructeurs français. Des «coopérants» qui dans les faits vont servir de gardes du corps à des ministres traumatisés par la tentative de putsch. «Nous sommes tous des spécialistes de la protection rapprochée», se contentait de préciser hier leur chef, le capitaine Marconet, en admettant cependant qu'une partie d'entre eux appartenaient au GIGN, le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

Gilles MILLET

06 NOV. 1993

LIBÉRATION